

LE 1^{ER} MAI, EXIGER LA JUSTICE SOCIALE POUR RÉNOVER LA DÉMOCRATIE

COMMUNIQUÉ
PARIS, LE 24 AVRIL 2025

La défaite de l'extrême droite lors des élections législatives de 2024 aurait dû être le signal permettant de refonder le contrat social autour d'un projet solidaire, garant de l'effectivité des droits pour toutes et tous. C'est ce qui était porté par la société civile organisée qui a joué un rôle-clé dans cette séquence.

Presque un an après, il est difficile d'identifier ne serait-ce que quelques mesures d'urgence sociale qui auraient été prises par les gouvernements successifs en tenant compte des aspirations exprimées. Elles étaient pourtant très largement reconnues comme nécessaires dans le champ politique à l'été 2024.

Au nom du respect d'une concurrence économique qui ne permettrait pas de financer les protections nécessaires, de l'affirmation d'un danger imminent de guerre qui devrait mobiliser prioritairement les ressources, on veut imposer la remise en cause des investissements écologiques, pourtant indispensables, et exiger des efforts des assurés sociaux et des travailleuses et travailleurs plutôt que des grandes entreprises multinationales.

Pour obtenir de vraies réponses aux attentes émancipatrices de la population, pour la coopération y compris internationale face à l'extrême droite et ses politiques construites sur la loi du plus fort, pour répondre aux besoins de redistribution des richesses au sein de chaque pays et avec des solidarités mondiales, la LDH (Ligue des droits de l'Homme) appelle à rejoindre les manifestations du 1^{er} Mai 2025 aux côtés de l'ensemble des organisations syndicales et associatives. En cette journée de solidarité internationale des travailleuses et travailleurs, portons ensemble la rénovation démocratique qui n'a pas été engagée jusqu'ici et qui doit reposer sur l'Etat de droit et l'indivisibilité des libertés et des droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels pour toutes et tous.

